

NOUVELLES POLITIQUES.

ANGLETERRE.

—Le *Morning-Post* parle d'une seconde série d'expériences qui viendrait d'avoir lieu à Mulgrave-House-Fulham, pour faire apprécier les instruments de destruction inventés par la personne qui prétend être le duc de Normandie, fils de Louis XVI. Tous les essais ont parfaitement réussi, et ont prouvé que l'inventeur dispose d'une puissance bien supérieure à celle de la poudre à canon. Il affirme que la force de la composition qu'il emploie, et qui est bien meilleur marché que la poudre, est à la force de cette poudre comme 150 est à un.

Le but de ces procédés est de rendre la guerre impossible, en augmentant dans une proportion effrayante l'énergie des moyens de destruction.

IRLANDE.

—On sait combien les préjugés anglicans contre l'Irlande et le champion de ses libertés sont profondément enracinés dans les universités anglaises. Or, voici un incident d'un heureux augure, qui montre que les préjugés anti-irlandais s'évanouissent en même temps que les haines anti-papistes disparaissent. Dans une réunion universitaire, à Oxford, M. Alexandre du collège de Pembroke, a mis à l'ordre du jour une proposition qui a été longuement discutée et qui a été enfin adoptée par un vote, après des débats orageux; la voici telle qu'elle a été posée: "Le caractère de M. O'Connell a été, jusqu'à ce jour, calomnié en Angleterre de la manière la plus injuste. Le caractère public et privé du libérateur de l'Irlande a été minutieusement apprécié dans le cours de la discussion, et la motion de M. Alexandre a été approuvée au bruit des applaudissements de tous hommes éclairés et impartiaux de l'assemblée.

Dublin, 24 novembre.—*Association du repeal*.—Le meeting hebdomadaire du repeal a eu lieu aujourd'hui dans Conciliation-Hall. Comme c'était le premier meeting où paraissait M. O'Connell depuis son retour de Derrynane, la réunion était très nombreuse. M. O'Connell est arrivé à une heure, accompagné de lord French, du capitaine Lever et de plusieurs des membres principaux du comité. Des applaudissements prolongés ont salué son entrée.

Sur la motion de lord French, appuyée par des acclamations de toute l'assemblée, M. Maurice O'Connell est invité à prendre place au fauteuil. M. O'Connell place sur sa tête une toque de velours brodée en or (applaudissements prolongés) et il prend la parole:

"Avant de m'occuper des affaires de ce jour, je désire offrir mes félicitations cordiales aux repealers de Dublin pour le succès qu'ils ont obtenu hier dans les élections municipales. Cet heureux résultat aura un effet salutaire pour la cause d'Irlande.

M. O'Connell verse à la caisse de l'association le montant de plusieurs souscriptions, et continue.

M. O'Connell se lève et dit: Hurrah pour le repeal. Voici le premier jour de la nouvelle campagne qui s'ouvre. La lutte va recommencer, plus vive et plus acharnée. (On applaudit.) Les jours du silence sont passés, et de nouveau nous marchons sous la bannière triomphante de l'émancipation. (Ecoutez.)

On a beaucoup parlé des dispositions favorables du peuple anglais pour l'Irlande; mais les faits sont là pour attester qu'à l'exception de deux ou trois mesquines réunions qui ont eu lieu en Angleterre pour protester contre l'iniquité de votre jugement, les masses anglaises sont demeurées engourdies dans leur apathie. Si ces masses ne manifestent pas plus de sympathie pour l'Irlande, je ne me donnerai pas la peine de les convertir, je limiterai mes efforts à l'Irlande! (Ecoutez!) Je dois vous dire toute la vérité sur ce qui s'est passé récemment. Des hommes jouissant d'autant d'influence que de fortune ont parlé de se rallier sous les bannières d'un plan de fédération. J'ai demandé quel était ce plan: pas de réponse. Par esprit de conciliation, j'ai attendu, j'ai donné du temps, et cela n'était pas étonnant.

Pourquoi aurions-nous élevé Conciliation-Hall, si nous n'avions pas des idées de conciliation? (Ecoutez!) Et puis, je ne perds pas de vue que je suis un sergent ayant mission de recruter des amis pour l'Irlande, et je voulais taire des recrues! moi, le conspirateur atteint et convaincu, suivant la pittoresque expression du laiseur de cachets, du violateur du secret des lettres, de ce sir J. Graham, à qui je renvoie de grand cœur son épithète: c'est lui qui a été atteint et convaincu de conspiration contre le secret des lettres. O honte! ce n'est pas cet homme qui m'empêchera de recruter des amis, des frères! (Applaudissements.) La jeune Irlande, abusée par la presse tory, m'en a voulu d'avoir compromis, disait-elle, la cause du repeal par une inopportune transaction avec le fédéralisme; ce reproche me prouve que la jeune Irlande n'avait pas lu la lettre du vieil Irlandais. (Applaudissements.)

La presse de Louis-Philippe s'est aussi occupée de la question. Ainsi a fait le *National*, journal d'Odilon-Barrot, que les repealers irlandais avaient traité avec une certaine courtoisie, mais avec dédain, lorsqu'il avait offert de se rallier à eux. Nous sommes, nous autres Irlandais, des amis du gouvernement monarchique, purs chrétiens, protestants et catholiques. Et c'est là un grand crime aux yeux du *National*. (Ecoutez.)

J'ai connu un homme qui poussait l'incrédulité à une telle exaltation, que sa société finissait par être dangereuse. Un de mes amis se trouvait avec lui à un dîner; cet homme soutenait son thème favori de l'athéisme; mon

ami se tournant de son côté lui dit: Je ne veux pas vous offenser, Monsieur, mais vous me permettez de déclarer ici que je crois en Dieu. (Applaudissements.) Ainsi, je ne voudrais pas insulter le *National*, et je lui donne en ce moment l'assurance que les repealers sont bons chrétiens, ne lui en déplaise. (On rit.) Nous n'avons rien à craindre du *Constitutionnel*, Thiers n'est plus au pouvoir, et vraisemblablement il n'est pas près d'y revenir. Dans son Histoire, il a raconté les massacres des 2, 3 et 4 septembre 1792, alors que 15 évêques et archevêques et près de 300 prêtres furent massacrés dans les rues de Paris. M. Thiers a raconté la chose avec toute la douce tranquillité et l'élégance qu'il aurait mises à raconter un fait très naturel, tandis que c'était l'une des scènes les plus affreuses et les plus épouvantables qui eussent jamais eu lieu! Je ne doute pas que sous cet homme au pouvoir, les massacres de septembre se renouveleraient, si j'en juge d'après son rapport sur la question de l'enseignement.

Parlons maintenant du journal de Louis-Philippe, le *Journal des Débats*, qui a publié contre moi de fautoyants articles, parce que j'avais abandonné, dit-il, la cause du repeal. Le *Journal des Débats* m'a pué de bien m'imaginer que, s'il y avait guerre avec l'Angleterre, l'Irlande n'obtiendrait pas l'appui de la France, parce que la France a trop d'honneur pour profiter d'un tel avantage sur l'Angleterre. Pour l'amour du ciel, s'écrie le *Journal des Débats*, ne partez donc pas de cela.

Eh bien! moi, je ne saurais pardonner à ces gens-là et leur immoralité et leur impiété. (Nous avons reproduit une partie du discours dans notre numéro du 10 courant; nous l'omettons aujourd'hui) Avec le repeal, ou en l'absence du repeal, le peuple irlandais les déteste.

M. O'Connell continue cette attaque, et la pousse aussi loin qu'on peut l'imaginer; mais il faut renoncer à donner même l'idée la plus faible du texte fourni par les journaux anglais.

M. O'Connell, pour terminer, a proposé l'adoption de la résolution suivante: Qu'il soit demandé au comité de faire un rapport sur les mesures convenables pour arriver à une enquête sur le jugement récent des repealers.

Lord French appuie la résolution, qui est adoptée à l'unanimité.

M. O'Connell annonce que la rente de la semaine s'élève à 511 livres. (13,755 fr. 64 c.) (Applaudissements.)

Lord French prend place au fauteuil, et des remerciements étant votés pour le premier président, l'assemblée se sépare.

TURQUIE.

—Le *Beiram*, fête principale des Turcs qui termine leur jeûne, est l'époque des changements politiques. Alors beaucoup de fonctionnaires sont destitués; d'autres reçoivent l'avis officiel d'une mutation qui est un avancement ou une disgrâce, suivant le rapport fait au palais de leur service annuel. Autrefois l'intrigue avait un libre jeu, et de riches cadeaux distribués aux favoris du Sultan étaient souvent l'unique moyen de conserver sa place, quelle qu'en fût d'ailleurs la gestion. D'heureux changements ont été opérés dans l'administration supérieure, et elle s'épure graduellement.

L'homme qui partage l'autorité suprême avec son maître est Riza-Pacha, ancien page du sultan Mahmoud, et qui, par son mérite propre, s'est placé au poste qu'il occupe. Sa fortune lui a suscité beaucoup d'envieux parmi les musulmans, et des ennemis chez les chrétiens, à qui il ne plaît pas que la Turquie s'organise et se consolide sous un pouvoir ferme. Plusieurs fois de fortes influences ont tenté de le renverser, mais il a soutenu courageusement la lutte, et s'est même relevé plus puissant. Généralissime de toutes les troupes de l'empire, il s'est concilié leur affection en limitant à cinq années le service militaire, en établissant une conscription régulière, et en améliorant tout ce qui tient au régime et à l'équipement du soldat. Président du conseil des ministres, il a hérité successivement les collègues qui n'entraient pas dans ses vues. Aujourd'hui il vient d'élever au ministère des affaires étrangères Chékil-Effendi, l'un de ses protégés, en remplacement de Rifaat-Pacha, homme dénué de caractère. L'on dit aussi que le ministre des finances doit être fait grand-vizir, que son frère sera mis au département de la guerre, et que Mohanmed Pacha, autre ami de Riza, prendrait le commandement de la flotte, dont le grand-amiral, Halil-Pacha, serait proposé au gouvernement de la Syrie. Le Cabinet formerait alors un tout homogène, et la tête qui le dirige étant intelligente et forte, on aurait lieu d'attendre de bons résultats. La France, dont la politique orientale est celle de l'humanité et de la civilisation, a tout à gagner à un état de choses rendant le pouvoir plus stable et moins dépendant des influences étrangères qui ne visent qu'à l'entretenir, à leur profit, dans l'anarchie et la faiblesse. Pour les annuler, il suffit de pousser à ces réformes qui peuvent introduire la Turquie dans la voie des peuples puissants et libres de l'Europe. L'opinion publique attribuée au Sultan des intentions nobles; il ne lui manque que la force et l'appui nécessaires à leur exécution.

Durant sept jours toutes les batteries de la capitale et de la marine ont salué, aux cinq heures de la prière publique, la naissance d'un nouveau prince nommé Méhémed-Réhad. C'est son troisième enfant mâle. L'aîné, portant le nom de Murad, illustre par plusieurs de ses aïeux, a déjà l'âge de quatre ans, et annonce une intelligence précocée. Mais, comme l'on sait, le droit de succession au trône appartient au plus âgé de la famille impériale et non point au fils aîné du monarque régnant. C'est pour cela que les annales nationales présentent constamment le meurtre et la captivité des frères du Sultan comme une loi réglementaire de la dynastie ottomane. S. M. Abd-ul-Medjin a un frère âgé d'une vingtaine d'années d'une nature, dit-on, très entreprenante.